

[Texte]

have a lot of pressure in certain areas which represent 1% or 2% of the population.

I think your hypothesis is going to work probably for additional services where, again, members of Parliament, ministers, the CRTC, the CBC can say: Well, those are additional services and they are only available on cable. But for basic services, it is difficult to foresee the day when we will be able to close down the transmitters.

Mr. Bosley: Of the \$178 million in commercial revenue that you project, can you tell me how much of that you project as English/French, and how much of it you project as Canadian/non-Canadian programming?

Mr. Juneau: This will give the exact figures, if you do not mind, in writing. This year the net figures for the English network are \$90 million, and I would think the net figures for the French network is in the area of \$35 million.

Mr. Bosley: But the \$178 million that you project is the gross figure, not the net figure. Can you break down that \$90 million or \$35 million net to Canadian and non-Canadian programming? Is that done anywhere? Is it kept that way?

Mr. Juneau: Would you like to have that?

Mr. Bosley: Yes, I would. I will tell you why, because at the end of our witness period last week on the Applebaum-Hébert report on broadcasting and policy, we had some of your producers in, the New Beginnings Group, whom I think you know, who have a document that caused quite a lot of interest and some favour. One of the impressive points they make is not knowing—They raised this with us, and I would like to know, therefore, how much of the advertising revenue is Canadian and what one would be talking about if one adopted a policy stance that said CBC should be instructed to become increasingly Canadianized, which, in your own comments before the committee, was something you thought, if I remember correctly, was a reasonable proposal. It seems therefore appropriate that the committee, at estimates time, should be looking at the financial impact of such a move. So those figures need to be before us.

• 1130

Mr. Juneau: The financial impact of moving . . .

Mr. Bosley: Toward a greater Canadian schedule.

Mr. Juneau: Yes. Obviously that is a very important point. We can provide you with the present situation. We can also provide you with an hypothesis of what might happen if we went 85% Canadian, but that of course would be . . . Peter Herrndorf may have something to add to that.

[Traduction]

service. Nous subissons déjà des pressions considérables dans certaines régions qui ne représentent que 1 ou 2 p. 100 de la population.

Je pense que votre hypothèse se transformera probablement en prestations de services supplémentaires dans les cas, encore une fois, où les députés, les ministres, CRTC et Radio-Canada pourront dire: Voilà, ce sont des services supplémentaires qui ne sont offerts que par la câblodiffusion. Cependant, pour ce qui est des services essentiels, il est difficile de prévoir le jour où nous pourrions fermer les émetteurs.

M. Bosley: Du montant de 178 millions de dollars de recettes commerciales que vous prévoyez, pourriez-vous me dire comment il est réparti entre l'anglais et le français et entre la programmation canadienne et non canadienne?

M. Juneau: Vous pourrez voir les chiffres exacts ici, par écrit, si vous n'y voyez pas d'objection. Cette année, les recettes nettes prévues pour le réseau anglais sont de 90 millions de dollars et je dirai que les chiffres nets pour le réseau français se situent à 35 millions de dollars environ.

M. Bosley: Mais le montant de 178 millions de dollars que vous prévoyez est un montant brut, et non net. Pouvez-vous ventiler ces montants nets de 90 à 35 millions de dollars selon la programmation canadienne et non canadienne? Cette ventilation est-elle faite? La comptabilité est-elle faite de cette façon?

M. Juneau: Aimerez-vous avoir ces chiffres?

M. Bosley: Oui. Je vais vous dire pourquoi: à la fin de notre période de témoignages la semaine dernière, au sujet du rapport Applebaum-Hébert sur la radiodiffusion et la politique, nous avons entendu certains de vos producteurs, le *New Beginning Group*, que vous connaissez, je pense, qui nous ont présenté un document qui a soulevé beaucoup d'intérêt et une certaine mesure d'approbation. Un des points impressionnants qu'ils ont fait valoir est qu'on ne sait pas . . . ils ont soulevé cette question ici et j'aimerais donc savoir quel serait le montant des recettes tirées de la publicité qui parviendrait du Canada et quel serait le montant que l'on pourrait envisager si on adoptait pour politique que Radio-Canada soit de plus en plus canadiennisée, ce qui d'après ce que vous avez dit vous-même au Comité, était une possibilité que vous considériez, si je me souviens bien, comme raisonnable. Il semblerait donc à propos que le Comité considère dans son étude des prévisions budgétaires quelle serait l'incidence financière d'une telle décision. Il faudrait donc que ces chiffres nous soient donnés.

M. Juneau: L'incidence financière de l'adoption . . .

M. Bosley: D'une programmation plus canadienne.

M. Juneau: Oui. C'est évidemment une question très importante. Nous pouvons vous informer de la situation actuelle. Nous pouvons aussi vous donner une hypothèse sur ce qui pourrait se produire si la programmation devenait canadienne à 85 p. 100, mais ce serait, bien sûr . . . Peter Herrndorf a peut-être quelque chose à ajouter.